

Alternative
Libertaire

anticapitalisme
autogestion

Tunisie, Égypte... À qui le tour ?

Face à des régimes autoritaires qui se nourrissent de la misère de la population et entretiennent la corruption, les peuples se soulèvent pour balayer les dictateurs mais aussi pour réclamer la justice sociale et se débarrasser des exploiters capitalistes qui s'enrichissent depuis trop longtemps sur leur dos.

Moubarak, la fuite à Charm el-Cheikh

Après Ben Ali, c'est donc au tour du président égyptien Hosni Moubarak, en place depuis 30 ans, d'être poussé vers la sortie. Réagissant à l'obstination et au mépris dont il a fait preuve dans son discours de jeudi soir, des milliers d'égyptiennes et d'égyptiens ont marché vendredi sur le palais présidentiel, le parlement, les locaux du Parti National Démocratique, pour enfin obtenir une démission réclamée depuis 18 jours.

Comme en Tunisie, une volonté commune d'en finir a envahi la rue, dans la droite ligne de la vague de grèves déclenchées depuis 2004 par les syndicats d'opposition. Si la révolte est spontanée et n'est téléguidée par aucun parti, cela montre que la question sociale est au centre des préoccupations, et sera centrale dans le tournant politique des mois à venir en Egypte. S'il est vrai qu'une partie de l'armée hostile à Moubarak avait déjà mis le régime sous la menace d'un coup d'Etat, c'est bien un mouvement révolutionnaire populaire qui a eu le geste décisif.

Moins nombreux qu'en Tunisie, les révolutionnaires égyptiens vont désormais devoir se battre pour défendre leurs revendications

politiques primordiales : la dissolution du parlement, de nouvelles élections, de nouveaux droits...

Les populations arabes se soulèvent...

On peut espérer qu'ils seront soutenus par les autres foyers de contestation du monde arabe, où partout des manifestations populaires (là où souvent les États sont muets !) ont salué la victoire égyptienne et exprimé tout l'espoir qu'elle apporte.

La vague révolutionnaire de cet hiver 2011 ne s'arrêtera pas là !

En Algérie, Bouteflika n'est pas rassuré : le 12 février a eu lieu une grande marche de protestation pour laquelle le pouvoir a déployé une importante force policière. Mais la répression n'a suffi à maintenir au pouvoir ni Ben Ali ni Moubarak...

En Jordanie, les manifestations se succèdent réclamant « la liberté et la justice sociale ». Le gouvernement a annoncé le déblocage de près 500 millions de dollars mais cela n'a pas calmé la rue et le premier ministre a dû démissionner.

Au Yemen, un des pays arabes les plus pauvres, des milliers de manifestants exigent le départ du président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans qui a déjà annoncé renoncer à un nouveau mandat.

Pour les militants et militantes révolutionnaires arabes, l'enjeu est aujourd'hui que la révolte amène ses revendications sur le terrain social : il n'y aura pas de véritable révolution sans révolution sociale, et faire chuter les régimes dictatoriaux passe aussi par l'expropriation de la bourgeoisie et de la classe politique qui les ont soutenus et se sont enrichies grâce à eux.

...à nous de les soutenir !

Nous, les militants et militantes en France, devons plus que jamais refuser l'ingérence occidentale dans les pays arabes. Si Sarkozy, comme l'ensemble de ses homologues occidentaux, appelle maintenant à une « transition pacifique » en Egypte, c'est uniquement pour protéger les intérêts économiques et diplomatiques des pays occidentaux.

C'est à la rue de décider librement de son destin !

Alternative libertaire réaffirme son soutien à la lutte de ces populations pour la liberté et la justice sociale et dénonce la compromission de l'État français avec les régimes autoritaires des pays arabes.



Le mensuel
disponible
en kiosque

- Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL
 Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

Alternative libertaire
BP 295

75921 Paris Cedex 19
contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

11 février 2011

ne pas jeter sur la voie publique SVP